

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS RISQUE LA TORTURE

Le défenseur des droits humains Wahid Baloch a sans doute été victime d'une disparition forcée imputable aux forces de sécurité étatiques à Karachi, au Pakistan, dans l'après-midi du 26 juillet. Sa famille ignore où il se trouve et quel sort lui a été réservé. Il risque fortement d'être victime de torture et de mauvais traitements, voire d'être tué. Des dizaines de militants victimes de disparitions forcées à Karachi et dans la province voisine du Baloutchistan ont connu un sort similaire ces dernières années.

D'après des témoins, **Wahid Baloch**, défenseur des droits humains et militant politique baloutche, a été emmené par des hommes en civil, portant des masques, alors qu'il se trouvait à un péage autoroutier en périphérie de Karachi dans l'après-midi du 26 juillet. Il se rendait dans la ville de Karachi depuis Mirpurkhas, dans les terres de la province du Sind, en compagnie d'amis, qui n'ont pas été inquiétés. Des policiers locaux ont déclaré à la famille qu'ils n'avaient aucune information concernant les personnes qui ont emmené Wahid Baloch ni le lieu où il se trouve. À la connaissance d'Amnesty International, les autorités n'ont pas mené d'enquête approfondie. Pourtant, les forces de sécurité étatiques sont connues pour soumettre les militants baloutches à des disparitions forcées, comme l'ont reconnu le Premier ministre de la province du Baloutchistan et la Cour suprême du Pakistan en 2013. Ces faits se sont déroulés près d'une importante base des *Rangers*, force paramilitaire de sécurité étatique. Opérateur téléphonique dans un hôpital public de Karachi, Wahid Baloch défendait activement les droits humains et participait fréquemment à des rassemblements à Karachi afin de réclamer que la lumière soit faite sur les cas d'enlèvements et de disparitions forcées visant des Baloutches et impliquant les forces étatiques.

Les militants qui réclament une plus grande autonomie pour la population baloutche ou exigent que justice soit rendue pour les violations commises par l'État sont considérés par les autorités pakistanaises comme « hostiles à l'État » et sont particulièrement exposés à ces violations. L'enlèvement de Wahid Baloch fait suite à une vague de disparitions forcées de personnes appartenant à la communauté baloutche dans la province du Baloutchistan, ainsi que dans la ville de Karachi et aux alentours, dans la province du Sind.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en ourdou ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités pakistanaises à ordonner une enquête immédiate sur ce qu'il est advenu de Wahid Baloch et l'endroit où il se trouve, et à tenir sa famille dûment et régulièrement informée de l'évolution de l'enquête ;
- insistez auprès des autorités pour que Wahid Baloch, s'il est détenu par les forces étatiques, soit libéré immédiatement ou, s'il existe des preuves crédibles d'une infraction reconnue, pour qu'il soit transféré dans un centre de détention officiel, inculpé sans délai et placé en détention provisoire par un tribunal indépendant, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains ;
- priez-les instamment de veiller à ce que les droits humains de Wahid Baloch soient protégés et respectés à tout moment, notamment – s'il est détenu – son droit à la vie et son droit d'être protégé contre la torture et les mauvais traitements, et de veiller à ce qu'il puisse immédiatement contacter sa famille, consulter l'avocat de son choix et recevoir les soins nécessaires ;
- engagez-les à diligenter immédiatement une enquête impartiale, indépendante et efficace sur cette disparition forcée, à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés dans le cadre de procès équitables, sans recourir à la peine de mort.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 9 SEPTEMBRE 2016 À :

Président du Pakistan

Mamnoon Hussain
President's Secretariat
Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 920 8479

Twitter : @Mamnoon_hussain

Formule d'appel : Your Excellency, /

Monsieur le Président,

Premier ministre du Pakistan

Muhammad Nawaz Sharif
Prime Minister House
Secretariat, Constitution Avenue
Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 922 0404 (secrétariat)

Twitter: @pmln_org

Formule d'appel : Dear Prime

Minister, / M. le Premier ministre,

Premier ministre de la province du Sind

Murad Ali Shah
Secrétariat du Premier ministre
Zia ud Din Ahmed Road Karachi
Fax : +92 21 992 02000

Twitter : @SayedMuradShah

Formule d'appel : Dear Chief Minister,

/ Monsieur le Premier ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Pakistan dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



1. ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS RISQUE LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les défenseurs des droits humains et les militants politiques membres de la communauté baloutche sont soumis à des enlèvements, des disparitions forcées, des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires dans la province pakistanaise du Baloutchistan, ainsi que dans la ville de Karachi et aux alentours, dans la province voisine du Sind. De nombreuses personnes, pour la plupart des hommes mais semble-t-il des mineurs également, auraient été victimes de ces violations. Cependant, il est impossible d'obtenir des chiffres précis, en raison du caractère secret des enlèvements et des homicides. Certaines personnes sont libérées ou remises à la police afin d'être traduites devant les tribunaux. Cependant, beaucoup sont retrouvées mortes, les cadavres présentant souvent des blessures par balles et, semble-t-il, des signes de torture. Les proches des victimes et les groupes baloutches attribuent ces violations des droits humains aux forces de sécurité pakistanaises – et tout particulièrement aux membres du Corps de frontière, des *Rangers* et des services de renseignement. En décembre 2013, le Premier ministre de la province du Baloutchistan, Abdul Malik Baloch, a reconnu que les « agences » de l'État étaient responsables de l'« emprisonnement illégal » de militants baloutches. Ces propos ont fait écho aux précédentes déclarations en 2013 du président de la Cour suprême du Pakistan de l'époque, lors d'audiences concernant des requêtes en *habeas corpus*, dont des cas de disparitions forcées présumées.

Aux termes du droit international, le droit à la vie et le droit de ne pas être victime de torture ou de mauvais traitements sont des droits intangibles qui s'appliquent en toutes circonstances. Le Pakistan est tenu de respecter et de protéger ces droits au titre de plusieurs traités relatifs aux droits humains, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En outre, l'interdiction des disparitions forcées est une règle du droit international coutumier qui s'applique à tous les États et la disparition forcée constitue un crime de droit international. Selon l'article 2 de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, chaque État a le devoir de créer les conditions nécessaires pour défendre les droits humains dans sa juridiction. Cependant, au Pakistan, des défenseurs des droits humains continuent d'être arrêtés, détenus, torturés et incarcérés, uniquement en raison de leurs activités pacifiques. Ils y sont également exposés à des actes d'intimidation et de harcèlement. Amnesty International appelle le gouvernement pakistanais à garantir un environnement dans lequel il est possible de défendre les droits fondamentaux et d'exprimer sans violence ses opinions politiques, sans crainte de représailles ni d'intimidation.

Nom : Wahid Baloch
Homme

AU 181/16, ASA 33/4580/2016, 29 juillet 2016